



BURKINA FASO



MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 1^{er} trimestre 2014

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD

INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01

Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso

E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 01/2014

SOMMAIRE

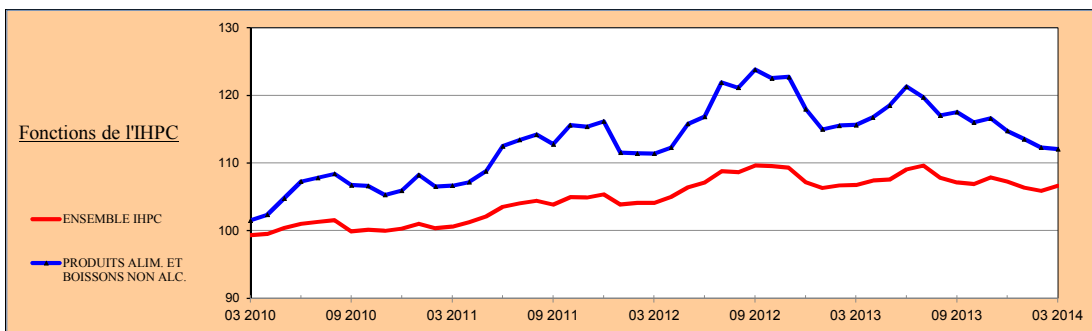
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	9
Secteur monétaire	14
Secteur extérieur	17
Définitions et abréviations	22
Crédit des contributions	23

Secteur réel

Le premier trimestre 2014 a connu, comparativement au trimestre précédent une légère baisse des prix à la consommation due à la baisse des prix des produits alimentaires notamment les produits agricoles, les prix des produits de l'élevage ayant connu une hausse générale. Quant à l'industrie, au quatrième trimestre 2013, il a été constaté une timide hausse due principalement au secteur minier.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2013	2013	2014	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	106,6	108,0	108,2	107,3	106,3	-1,0%	-0,3%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	115,4	118,8	118,1	115,8	112,6	-2,7%	-2,4%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	102,1	103,2	101,2	106,8	102,5	-4,0%	0,4%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,9	101,9	101,9	101,8	101,8	0,0%	-0,1%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	109,8	111,5	116,2	116,6	115,2	-1,2%	4,9%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,5	98,5	98,6	98,6	98,7	0,1%	0,2%
SANTE	100,9	100,9	100,9	100,9	100,9	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	105,6	105,9	106,0	106,0	108,8	2,7%	3,0%
COMMUNICATION	63,5	63,2	63,6	64,6	64,5	-0,2%	1,6%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,5	97,5	97,0	96,2	96,2	0,0%	-1,3%
ENSEIGNEMENT	104,4	104,4	104,4	104,4	104,4	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	116,4	115,9	116,0	113,9	113,4	-0,5%	-2,6%
AUTRES BIENS ET SERVICES	103,9	103,9	103,9	103,9	104,3	0,4%	0,4%



Le premier trimestre 2014 est caractérisé par une baisse du niveau général des prix à la consommation tant en variation annuelle que trimestrielle. En effet, l'IHPC a reculé de 0,3% par rapport au 1er trimestre 2013 et de 1% par rapport au trimestre précédent.

La baisse annuelle du niveau général des prix est essentiellement expliquée par un recul des prix au niveau des fonctions "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" de 2,4%, "restaurants et hôtels" de 2,6%, "loisirs et culture" de 1,3%.

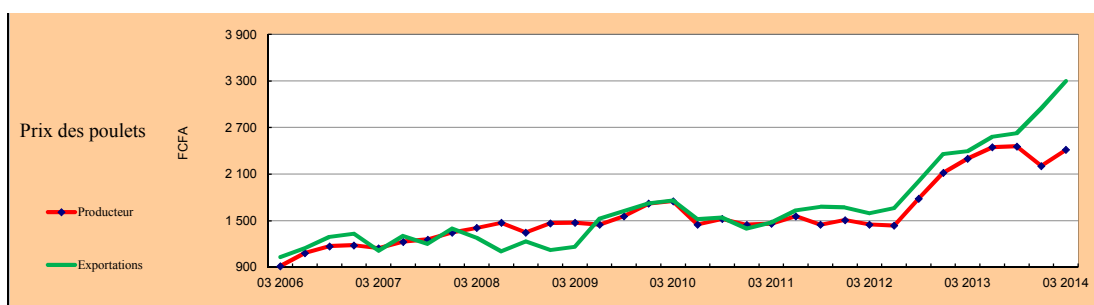
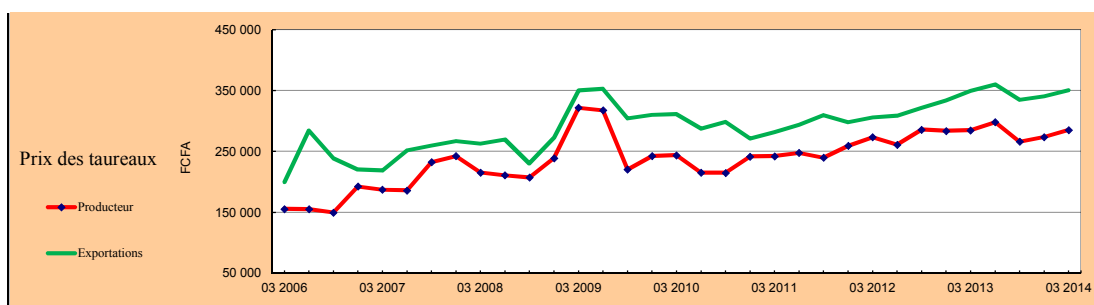
Quant à la baisse trimestrielle, elle reste justifiée essentiellement par la baisse des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées", des "boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants", des services des "restaurants et hôtels" mais aussi des prix des services de logement et des combustibles.

En dehors des produits ci-dessus cités ayant favorisé la baisse du niveau général des prix, il ressort que les services de transport, avec une variation de (+2,7%) en glissement trimestriel et de (+3%) en glissement annuel, connaissent une appréciation de leurs prix. Les autres produits ont enregistré de faibles variations des prix.

En fin mars 2014, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de (-0,1%) contre (+3,6%) en mars 2014.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE								
Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2013	2013	2013	2013	2014	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	284 741	298 233	266 177	273 740	285 368	4,2%	0,2%	
Prix à l'exportation du taureau	349 506	360 013	334 647	340 563	350 767	3,0%	0,4%	
Prix au producteur du bélier	41 094	41 089	40 558	42 954	45 620	6,2%	11,0%	
Prix à l'exportation du bélier	48 083	47 802	46 604	47 582	53 516	12,5%	11,3%	
Prix au producteur du bouc	23 704	22 201	20 854	23 931	25 568	6,8%	7,9%	
Prix à l'exportation du bouc	33 966	32 827	30 578	34 321	38 165	11,2%	12,4%	
Prix au producteur du poulet	2 301	2 447	2 456	2 205	2 414	9,5%	4,9%	
Prix à l'exportation du poulet	2 398	2 582	2 625	2 948	3 299	11,9%	37,6%	
Prix au producteur de la pintade	2 398	2 424	2 482	2 464	2 615	6,1%	9,0%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 583	2 626	2 979	3 023	3 454	14,3%	33,7%	



Le premier trimestre 2014 a été marqué par une hausse générale des prix des animaux.

La hausse des prix du taureau enregistré au cours du quatrième trimestre 2013 s'est poursuivie au premier trimestre 2014 sur tous les marchés (+4,2% sur les marchés de production et +3,0% sur les marchés d'exportation). Cette augmentation des prix serait liée à la hausse des exportations de bovins (25,6%) en direction du Nigéria, devenu au cours du trimestre la principale destination des bovins burkinabé. La hausse des exportations de bovins vers cette destination serait elle-même liée à une appréciation de la monnaie nigériane (le naïra) par rapport au franc CFA. Toutefois, en glissement annuel, les prix du taureau sont restés quasi-stationnaires c'est-à-dire que les prix du taureau ont atteints leur niveau d'il y a un an.

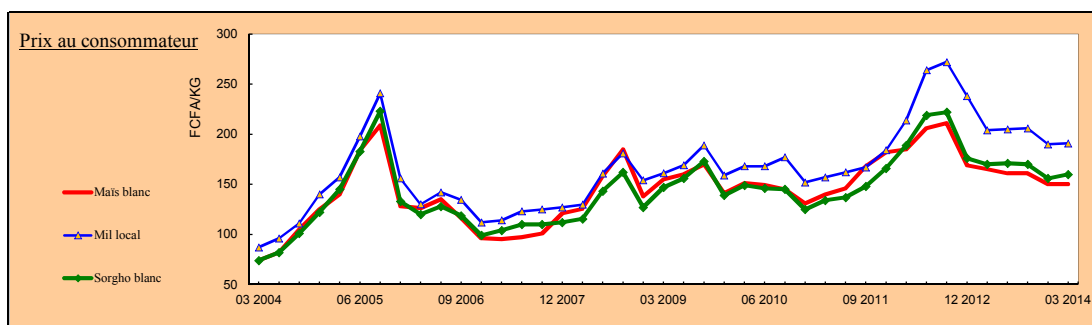
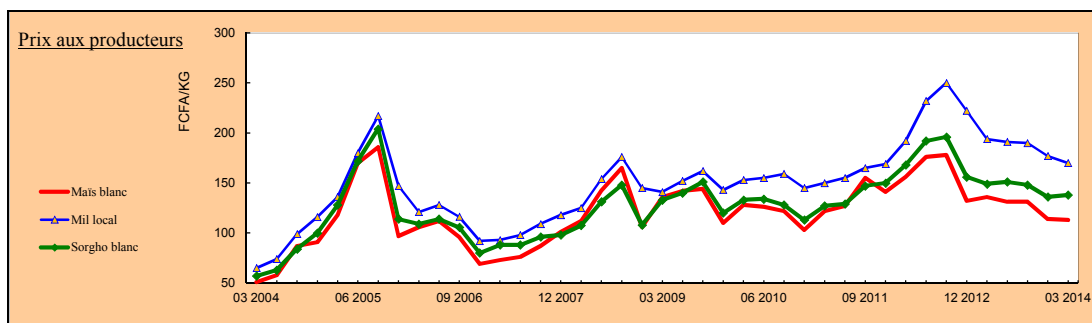
L'évolution des prix des caprins affiche la même tendance que celle des ovins. Ainsi donc, il ressort que sur la période d'observation, les prix des petits ruminants ont connu une hausse comparativement à leur niveau du quatrième trimestre 2013 sur les marchés de production (+6,2% et +6,8% pour le bélier et le bouc respectivement) et sur les marchés d'exportation (+12,5% pour le bélier et +11,2% pour le bouc). Comparés au 1er trimestre de 2013, les prix sont également en hausse sur tous les types de marchés.

Les prix des volailles ont connu dans l'ensemble une hausse par rapport à leur niveau du quatrième trimestre 2013 (+9,5% et +11,9% sur les marchés de production et d'exportation respectivement pour les poulets et +6,1% et +14,3% pour la pintade sur les marchés de production et d'exportation respectivement). Dans l'ensemble, la hausse des prix s'expliquerait par une hausse de la demande sur les marchés locaux (+3,6%) et extérieurs (+4,8%). On retiendra également qu'en glissement annuel, ces prix affichent des hausses sensibles allant de 4,9% pour les poulets à 9,1% pour la pintade sur les marchés de production et de 33,7% pour la pintade à 37,6% pour les poulets sur les marchés d'exportation.

Sources : M.R.A.H. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2013	2013	2014	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	136,0	131,0	131,0	114,0	113,0	-0,9%	-16,9%
Prix au consommateur du maïs blanc	165,0	161,0	161,0	150,0	150,0	0,0%	-9,1%
Prix au producteur du mil local	194,0	191,0	190,0	177,0	170,0	-4,0%	-12,4%
Prix au consommateur du mil local	204,0	205,0	206,0	190,0	191,0	0,5%	-6,4%
Prix au producteur du sorgho blanc	149,0	151,0	148,0	136,0	138,0	1,5%	-7,4%
Prix au consommateur du sorgho blanc	170,0	171,0	170,0	156,0	160,0	2,6%	-5,9%



La disponibilité céréalière a été satisfaisante et les marchés ont été bien approvisionnés au cours de ce premier trimestre de 2014. Cet approvisionnement s'est fait par les stocks producteurs et commerçants dans la première moitié du trimestre. Dans la deuxième moitié, l'approvisionnement s'est principalement fait par les stocks commerçants qui étaient toujours à un bon niveau en fin de trimestre. La demande céréalière sur les marchés est demeurée relativement stable tout au long du trimestre, avec une légère hausse en fin de trimestre, mais faible par rapport à la même période de l'année écoulée. Cette faiblesse de la demande s'explique par les bonnes productions enregistrées tant au niveau national que dans la sous-région mais aussi par la présence des boutiques témoins du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PASA), la baisse de la vente de bétail et la baisse du cours de l'or.

Les prix, quant à eux, sont relativement stables. Cette stabilité pourrait être induite par la présence des boutiques témoins du projet PASA. Plus de 200 boutiques sont fonctionnelles où le prix du sac de 50kg de maïs est de 6 000 FCFA. Sur les marchés de collecte, les prix moyens du trimestre sur les marchés étaient de 113 FCFA/kg pour le maïs, 170 FCFA/Kg pour le mil et de 138 FCFA/Kg. La tendance à la stabilité entamée depuis le mois de février s'est poursuivie au cours du mois de mars. Cette même tendance évolutive a été enregistrée sur les marchés de collecte et détail. Au mois de mars les prix à la collecte se situaient à 113 FCFA le kg pour le maïs, 171 CFA pour le mil et 141 FCFA pour le sorgho. A la consommation, il a été enregistré 150 FCFA le kg pour le maïs, 191 FCFA pour le mil et 160 FCFA pour le sorgho.

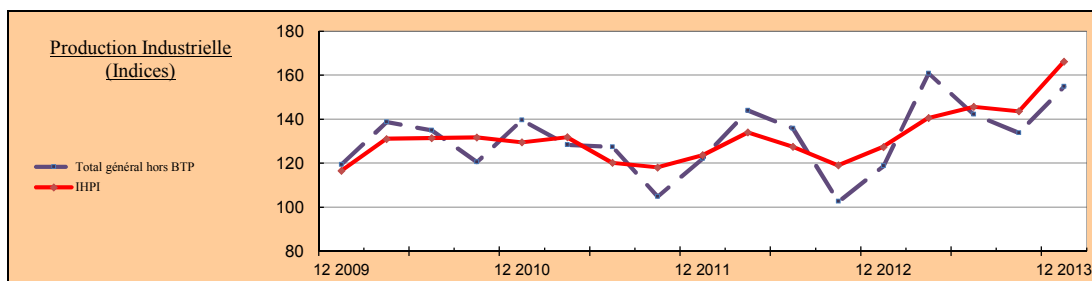
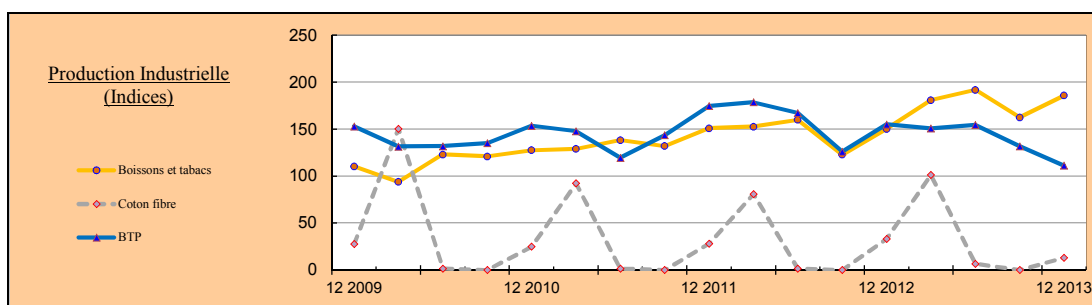
Par rapport au trimestre précédent, sur les marchés de collecte, les prix du maïs et du sorgho sont demeurés stables ; celui du mil a enregistré une légère baisse de 4%. Comparé à la même période de l'année dernière, des baisses de prix de 17% pour le maïs, 12% pour le mil et 7% pour le sorgho ont été enregistrées. Par rapport à la moyenne quinquennale, les variations sont de -16% pour le maïs, +2% pour le mil et -3% pour le sorgho. Pour les prix aux consommateurs, une légère hausse de 3% pour le sorgho et des stabilités pour le maïs et le mil ont été enregistrées par rapport au trimestre précédent. Par rapport à 2013, on a noté des baisses de 9% pour le maïs et 6% pour le mil et le sorgho.

Les marchés les plus chers de ce trimestre se retrouvaient dans la région du sahel (Gorom-Gorom et Dori), du Centre (Sankaryaré), du Nord (Djibo) et de l'Est (Fada N'gourma, Bogandé,) avec des prix moyens du sac de 100 Kg à 14 000 FCFA pour le maïs, 15 500 FCFA pour le sorgho et 18 500 FCFA le mil. Les prix les moins élevés ont été enregistrés dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Djibasso, Fara, Gassan), du Centre-Est (Kompienga), les Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana) et les Cascades (Douna) avec des moyennes de 10 000 FCFA le sac de maïs, 11 500 FCFA le sac de sorgho et 16 500 FCFA le sac de mil.

Sources : M.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2012	2013	2013	2013	2013	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	33,3	101,4	6,6	0,0	13,1		-60,6%
PRODUITS ALIMENT, BOISSONS ET TABACS	130,8	168,4	170,7	146,3	158,8	8,5%	21,4%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	34,8	100,2	13,7	6,5	15,3	134,9%	-56,0%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 275,2	1 041,2	926,5	814,9	1 119,7	37,4%	-12,2%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	129,8	173,7	148,2	125,1	126,3	0,9%	-2,7%
BOISSONS ET TABAC	150,2	180,9	191,8	162,5	185,8	14,3%	23,7%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	129,8	173,7	148,2	149,8	125,1	-16,5%	-3,6%
BOULANGERIES, MEUNERIES	118,9	137,2	175,0	179,8	146,3	-18,6%	23,1%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	90,7	144,1	125,8	109,7	102,7	-6,4%	13,3%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	50,3	88,1	84,5	72,2	37,6	-48,0%	-25,3%
INDUSTRIES CHIMIQUES	77,1	80,5	76,6	72,9	58,0	-20,4%	-24,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	13,3	11,2	8,3	8,0	12,1	51,4%	-8,6%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	99,0	111,2	169,6	125,5	119,0	-5,2%	20,2%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	155,0	150,7	154,5	131,7	111,2	-15,6%	-28,2%
TOTAL GENERAL HORS BTP	118,7	160,9	142,2	133,9	154,9	15,8%	30,5%
IHPI	123,5	159,6	143,9	117,6	121,6	3,4%	-1,6%



Au quatrième trimestre 2013, on assiste à une reprise assez timide de l'activité industrielle, matérialisée par une augmentation de l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) de seulement 3,4% en glissement trimestriel. En glissement annuel, l'indice est en légère baisse de 1,6%.

La hausse constatée est imputable principalement aux industries minières, aux industries de boissons et tabacs, et dans une moindre mesure, aux industries textiles. En effet, le secteur minier poursuit sa croissance depuis l'exploitation effective des gisements aurifères. Ainsi, l'indice de la production minière s'est établi à 1119,7, en progression de 37,4% en glissement trimestriel. En glissement annuel, l'indice du secteur enregistre une baisse de 12,2%. Aussi, les industries de fabrication de boissons et de tabac ont connu une hausse avec une amélioration de leurs productions, caractérisée par une augmentation de l'indice de la sous branche tant en glissement trimestriel (+14,3%) qu'annuel (+23,7%).

Le secteur qui a enregistré la plus forte baisse de production au cours du trimestre est celui de la filature dont l'indice a décliné en glissement trimestriel (-48,0%) et en glissement annuel (-25,3%). De même, les boulangeries et meuneries et les industries de production d'eau, d'électricité et de gaz, ont enregistré des baisses respectives de 18,6% et 5,2% de leurs indices. Cependant, en glissement annuel, les indices de ces deux secteurs sont en hausse : 23,1% pour les industries de fabrication de pains et de pâtisseries et les meuneries, et 20,2% pour le secteur eau, électricité et gaz.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Croissance moyenne	
						2009-2013	2012-2013
Effectif de bovins (en têtes)	8 233 845	8 398 499	8 566 448	8 737 757	8 912 491	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 003 164	8 243 238	8 490 513	8 745 206	9 007 538	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 982 987	12 342 454	12 712 705	13 094 064	13 486 864	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	36 420	37 512	38 638	39 797	40 991	3,0%	3,0%

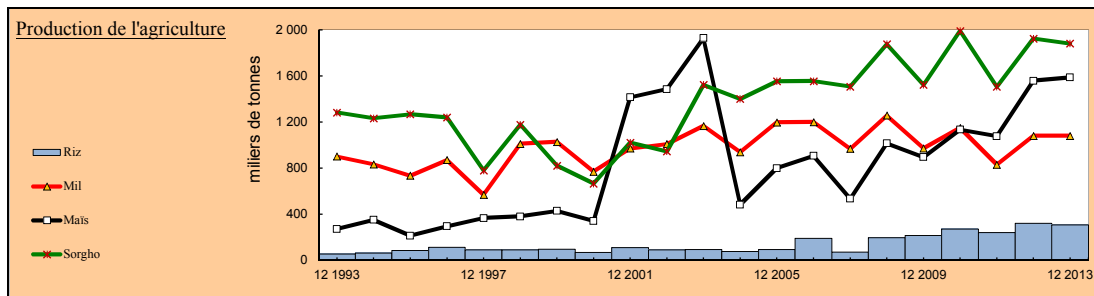


L'estimation des effectifs du cheptel en 2013 à partir des résultats de l'ENEC II nous renseigne que la volaille reste l'espèce la plus importante en terme d'effectif. Les ménages ont souvent recours à cette espèce pour obtenir de la liquidité, c'est d'ailleurs pour cela que son taux d'exploitation est le plus élevé (80%). Les petits ruminants quant à eux restent les plus exportés sur pieds (53,7% en 2012). Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques compte mettre en œuvre en 2014 l'Enquête Nationale sur le Cheptel. Cette Enquête permettra d'actualiser les effectifs du cheptel et les paramètres zootechniques.

Sources : M.R.A.H. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Croissance moyenne	
						2009-2013	2012-2013
Production brute totale de céréales	3 626 637	4 560 574	3 666 405	4 898 544	4 869 723	7,6%	-0,6%
dont : Production brute de mil	970 927	1 147 894	828 741	1 078 394	1 078 570	2,7%	0,0%
dont : Production brute de sorgho	1 521 468	1 990 228	1 505 543	1 923 805	1 880 465	5,4%	-2,3%
dont : Production brute de maïs	894 558	1 133 452	1 076 754	1 556 316	1 585 418	15,4%	1,9%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	213 584	270 658	240 865	319 390	305 382	9,3%	-4,4%



Le premier trimestre de l'année 2014 a été marqué par les résultats définitifs que la campagne agricole 2013/2014. La production céréalière définitive nationale brute 2013-2014 est évaluée à quatre millions huit cent soixante-neuf mille sept cent vingt-trois (4 869 723) tonnes, composée de :

Sorgho : 1 880 465 tonnes ; Maïs : 1 585 418 tonnes ; Mil : 1 078 570 tonnes ; Riz : 305 382 tonnes ; Fonio : 19 888 tonnes.

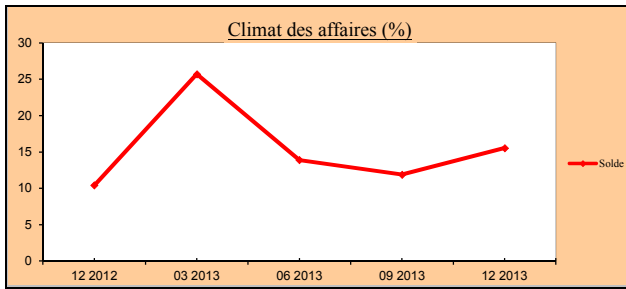
Comparée à la production totale définitive de la campagne 2012-2013, la production céréalière de la campagne agricole 2013-2014 est en très légère baisse de 0,6%. Les productions du riz, du fonio et du sorgho accusent des baisses respectives de 4,4%, 3,7% et 2,2% tandis que celles du mil et du maïs sont en légère hausse de 0,02% et 1,9% respectivement. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles, la production céréalière a augmenté de 15,3% soit 2,1% pour le mil, 39,7% pour le maïs, 23,2% pour le riz, 0,3% pour le fonio et 6,7% pour le sorgho.

L'analyse des résultats définitifs de la présente campagne agricole fait ressortir 10 provinces déficitaires (Kadiogo, Seno, Boulkiemde, Sanmatenga, Bam, Nounboul, Kourweogo, Passoré, Poni et Boulgou), 15 provinces en situation d'équilibre (Gnagna, Namentenga, Zondoma, Bazèga, Gourma, Soum, Bougouriba, Oudalan, Lorum, Komandjari, Oubritenga, Kouritenga, Houet, Yatenga et Comoé) et 20 provinces excédentaires.

Au-delà de ces performances, environ 45% des ménages agricoles burkinabè ne couvriront pas leurs besoins céréaliers avec leur seule production domestique, 30% étant même dans une situation de précarité céréalière. Toutefois, la demande potentielle estimée à 1 420 970 tonnes est couverte par l'offre potentielle à hauteur de 103%.

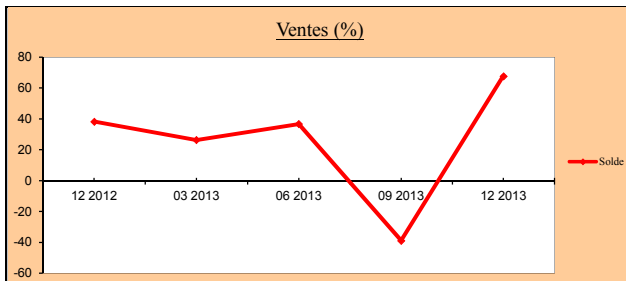
Sources : M.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION



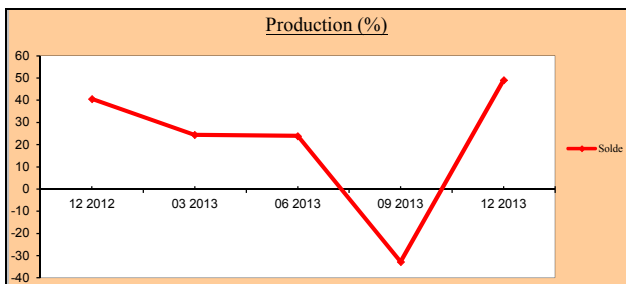
Climat des affaires

Conformément aux attentes des chefs d'entreprises, la conjoncture au quatrième trimestre 2013 a été bien orientée à la faveur d'un climat des affaires favorable.



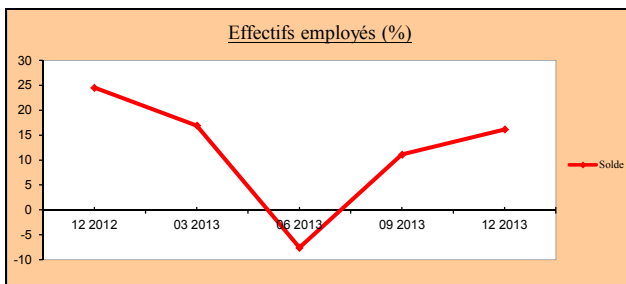
Ventes

Les ventes au quatrième trimestre 2013 sont ressorties en hausse après un repli observé un trimestre plus tôt.



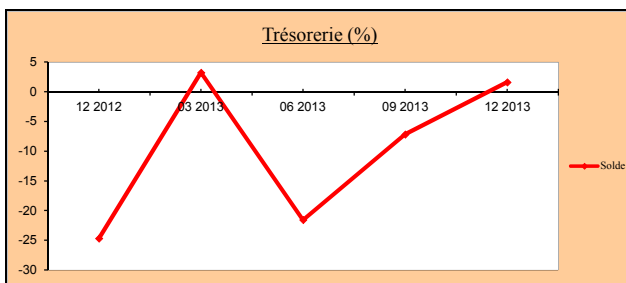
Production

Après une baisse observée au troisième trimestre, la production s'est également inscrite dans la même tendance avec une reprise au dernier trimestre 2013.



Effectifs employés

Cette bonne tenue de l'activité pourrait expliquer l'augmentation des effectifs employés au quatrième trimestre, par rapport au troisième trimestre 2013.



Trésorerie des entreprises

Enfin, l'absence des tensions de trésorerie au quatrième trimestre 2013 pourrait résulter de la reprise de l'activité et surtout de celle des ventes.

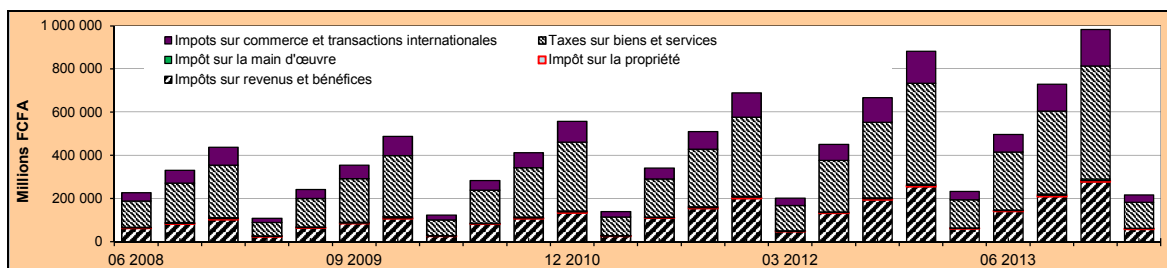
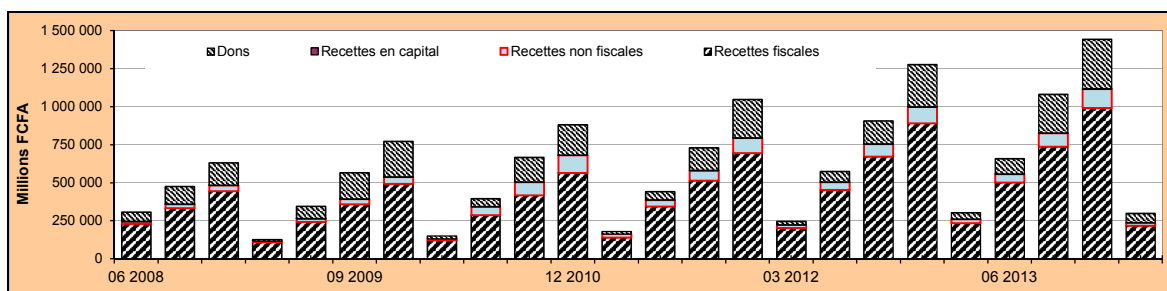
Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat serait ressortie excédentaire à fin mars 2014. L'excédent global base engagement se serait établi à 34,4 milliards de francs CFA, contre un déficit de 13,7 pour la même période l'année précédente. Hors dons, on constate un déficit de 27,7 milliards de francs CFA au 31 mars 2014 contre 57 milliards de francs CFA en 2013.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Recettes totales et dons	1 672 172,4	302 981,8	656 926,4	1 081 379,7	1 441 745,6	299 282,9	17,9%	-1,2%
Recettes totales	1 291 832,3	259 675,6	557 157,5	825 207,0	1 117 381,9	237 193,5	18,4%	-8,7%
Recettes courantes	1 291 667,8	259 628,3	557 110,0	825 159,3	1 117 271,0	237 193,4	18,4%	-8,6%
Recettes fiscales	1 158 479,4	234 671,2	501 860,5	737 284,3	992 609,8	218 955,6	18,9%	-6,7%
Impôts sur revenus et bénéfices	331 853,1	60 688,5	140 889,1	209 864,7	277 195,4	59 004,8	17,8%	-2,8%
Impôt sur la main d'œuvre	7 513,9	1 755,1	3 680,9	5 518,0	7 293,2	1 986,4	26,4%	13,2%
Taxes sur biens et services	612 171,4	130 697,2	268 324,4	385 471,5	523 444,4	120 288,0	19,6%	-8,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	191 409,7	38 242,3	81 544,2	124 318,6	168 626,2	34 516,9	18,0%	-9,7%
Autres recettes fiscales	7 723,8	1 740,5	4 026,0	6 783,3	8 895,9	1 635,8	21,2%	-6,0%
Recettes non fiscales	133 188,4	24 957,2	55 249,4	87 875,0	124 661,3	18 237,8	13,7%	-26,9%
Recettes en capital	164,464	47,332	47,509	47,673	110,846	0,092	0,1%	-99,8%
Dons	380 340,1	43 306,2	99 768,9	256 172,7	324 363,7	62 089,4	16,3%	43,4%
Projets	266 735,7	43 306,2	76 390,5	144 276,3	205 230,1	25 360,7	9,5%	-41,4%
Programmes	113 604,4	0,0	23 378,4	111 896,4	119 133,6	36 728,7	32,3%	#DIV/0!



Les recettes totales et dons auraient été mobilisés à hauteur de 299,3 milliards de francs CFA à fin mars 2014 contre 303,0 milliards de francs CFA à la même période en 2013, soit une baisse de 2,3 milliards de francs CFA.

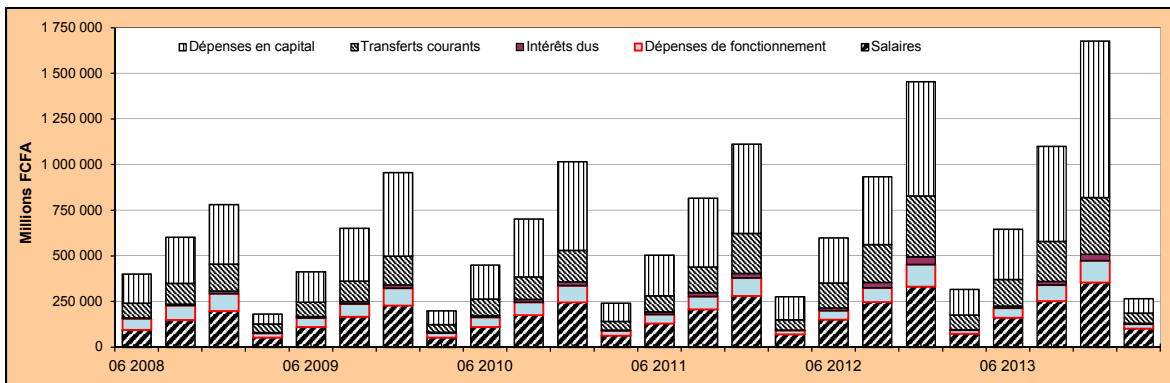
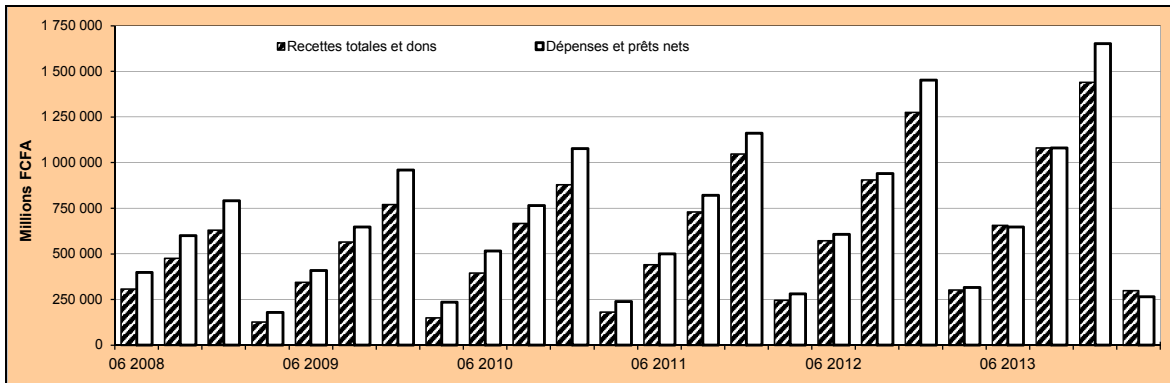
Les recettes propres auraient été recouvrées à hauteur de 237,2 milliards de francs CFA à fin mars 2014 contre 259,7 milliards de francs CFA une année auparavant, correspondant à une baisse de 09,4%.

Le recouvrement des recettes non fiscales s'établit à 18,2 milliards de francs CFA, contre 24,9 milliards en fin mars 2013 soit une baisse de 27% par rapport à fin mars 2013.

La mobilisation des dons se serait élevée à 62,1 milliards de francs CFA à fin mars 2014 contre 43,3 milliards de francs CFA à fin mars 2013.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

DEPENSES ET PRETS NETS								
DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 746 061,9	316 743,9	646 755,2	1 081 106,0	1 652 656,0	264 900,5	15,2%	-16,4%
Dépenses	1 750 062	315 962,5	646 374,8	1 100 297,1	1 677 413,6	265 026,7	15,1%	-16,1%
Dépenses courantes	850 279	176 701,1	370 525,9	580 158,3	818 972,1	186 051,3	21,9%	5,3%
Salaires	401 045	73 751,1	162 010,0	252 809,2	355 523,8	101 439,3	25,3%	37,5%
Dépenses de fonctionnement	130 445	19 142,3	51 737,4	87 826,7	118 596,2	25 117,1	19,3%	31,2%
Intérêts dus	29 521	3 027,3	11 554,5	19 193,9	34 755,3	3 634,3	12,3%	20,1%
Transferts courants	289 267	80 780,4	145 224,1	220 328,5	310 096,8	55 860,6	19,3%	-30,8%
Dépenses en capital financées sur ressources propres	899 783	139 261,4	275 848,9	520 138,8	858 441,5	78 975,3	8,8%	-43,3%
Prêts nets	521 239	51 146,9	137 835,1	268 120,3	496 978,3	44 373,8	8,5%	-13,2%
	-4 000	781,3	380,4	-19 191,1	-24 757,7	-126,2	3,2%	-116,1%



La situation des finances publiques à fin mars 2014 se serait caractérisée par une augmentation des dépenses totales et prêts nets comparativement à la même période en 2013 (une hausse de 101 milliards).

En effet, l'exécution des dépenses et prêts nets serait ressortie à 264,9 milliards de francs CFA à fin mars 2014 contre 316,7 milliards de francs CFA à fin mars 2013.

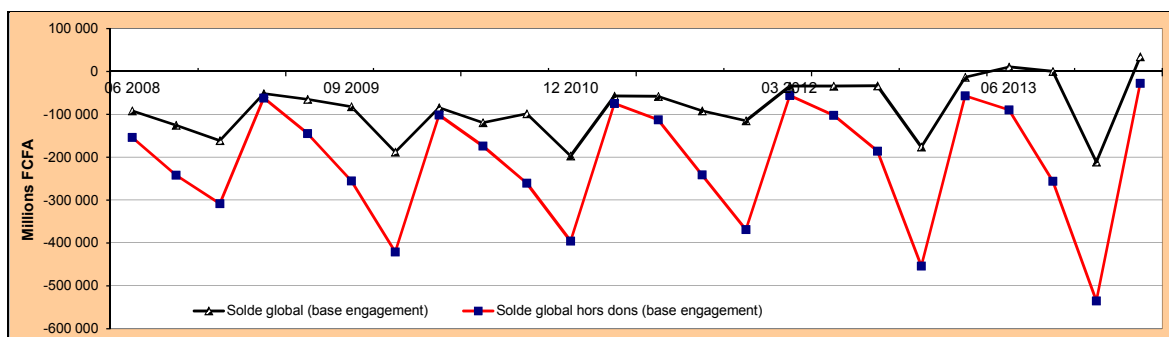
Les dépenses courantes, ont été exécutées à hauteur de 186,1 milliards de francs CFA à fin mars 2014 contre 176,7 milliard en fin mars 2013. Cette évolution serait due principalement à l'augmentation des salaires.

Les dépenses en capital ont chuté au 31 mars 2014. Elles se chiffrent à 79 milliards à fin mars 2014 contre 139,3 milliards à fin mars 2013.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SOLDES ET FINANCEMENT

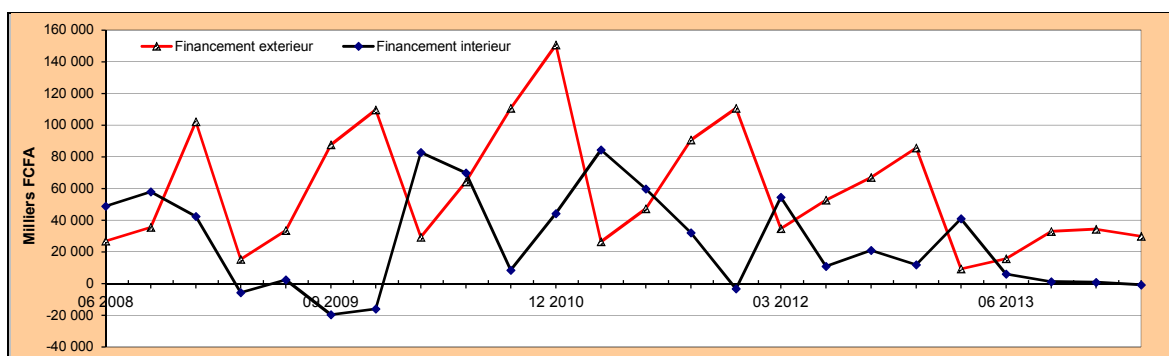
SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2013	2013	2013	2014		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Solde global (base engagement)	-73 889,5	-13 762,1	10 171,2	273,7	-210 910,3	34 382,4	-46,5%	-349,8%
Solde global hors dons (base engagement)	-454 230	-57 068,2	-89 597,7	-255 899,0	-535 274,1	-27 707,0	6,1%	-51,4%
Solde primaire	-424 709	-54 041,0	-78 043,2	-236 705,1	-500 518,8	-24 072,7	5,7%	-55,5%
Solde de base	-75 685	-80,7	14 097,2	-64 471,2	-269 572,0	5 358,3	-7,1%	-6743,0%
Solde global (base caisse)	-73 889,5	-78 246,4	-36 721,5	-36 497,8	-160 087,9	-21 509,0	29,1%	-72,5%
Solde global hors dons (base caisse)	-454 229,6	-121 552,6	-136 490,4	-292 670,5	-484 451,7	-83 598,5	18,4%	-31,2%



L'excédent global base engagement des opérations financières de l'Etat se serait établi à 34,3 milliards de francs CFA à fin mars 2014 contre un déficit de 13,8 milliards de francs CFA à fin mars 2013. Hors dons, on constate également un renforcement du déficit qui passe à 27,7 milliards de francs CFA au 31 mars 2014 contre 57,1 milliards de francs CFA en 2013.

Quant au solde global base caisse, il se serait chiffré à -21,5 milliards de francs CFA à fin mars 2014 contre -78,2 milliards de francs CFA une année auparavant.

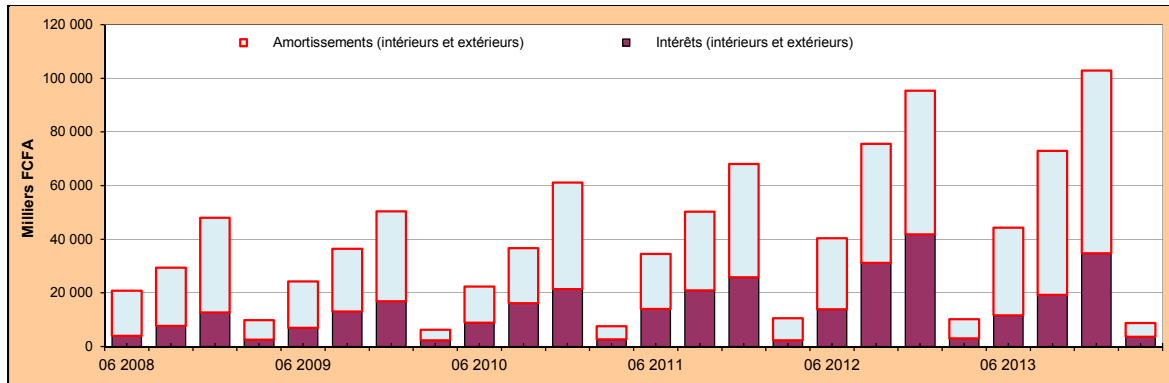
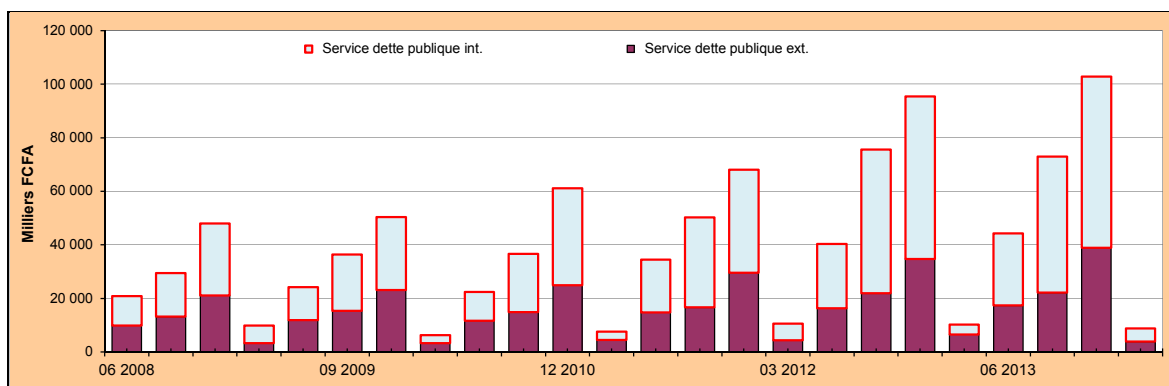
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2013	2013	2013	2014		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Financement	18 889,5	50 404,2	21 947,9	34 185,4	35 388,7	29 085,3	154,0%	-42,3%
Financement extérieur	74 552,5	9 396,0	15 813,8	32 881,1	34 445,6	29 819,8	40,0%	217,4%
Décassements extérieurs	102 308,6	13 681,4	27 304,3	47 151,5	60 472,0	31 724,2	31,0%	131,9%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-27 756,1	-4 285,4	-11 490,5	-14 270,4	-26 026,4	-1 904,4	6,9%	-55,6%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-55 663,1	41 008,2	6 134,0	1 304,3	943,2	-734,6	1,3%	-101,8%
Financement bancaire	-55 663,1	34 018,5	7 812,3	-7 919,9	16 583,7	-65,3	0,1%	-100,2%
Secteur non bancaire	0,0	6 989,7	-1 678,2	9 224,2	-15 640,6	-669,3		-109,6%
Gap de financement	-55 000,0	27 842,2	14 773,7	2 312,4	126 064,6	0,0	0,0%	-100,0%



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2013	2013	2013	2014		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Total service dette publique	149 069,0	10 154,3	44 314,4	72 965,6	102 893,6	8 776,8	5,9%	-13,6%
Amortissements (int. et ext.)	111 175	7 127,0	32 760,0	53 771,7	68 138,4	5 142,5	4,6%	-27,8%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	37 894	3 027,3	11 554,5	19 193,9	34 755,3	3 634,3	9,6%	20,1%
Service dette publique int.	112 940,0	3 636,7	26 942,4	50 835,9	64 046,9	4 968,1	4,4%	36,6%
Amortissements	83 419	2 841,6	21 269,5	39 501,3	42 111,9	3 238,1	3,9%	14,0%
Intérêts	29 521	795,1	5 672,9	11 334,7	21 934,9	1 729,9	5,9%	117,6%
Service dette publique ext.	36 129,0	6 517,6	17 372,0	22 129,6	38 846,8	3 808,7	10,5%	-41,6%
Amortissements	27 756	4 285,4	11 490,5	14 270,4	26 026,4	1 904,4	6,9%	-55,6%
Intérêts	8 373	2 232,2	5 881,5	7 859,2	12 820,3	1 904,4	22,7%	-14,7%
Service dette ext./recettes totales	2,8%	2,5%	3,1%	2,7%	3,5%	1,6%	57,4%	-36,0%

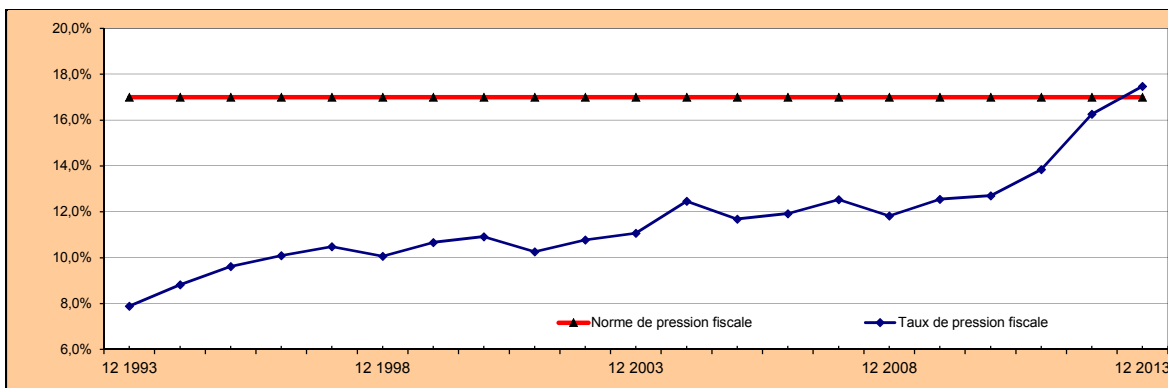


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est évalué à 1,6% au 31 mars 2014 contre 2,5% au 31 mars de l'année dernière.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-5,6%	-2,9%	-2,3%	-4,3%	-5,2%
Taux d'inflation	≤ 3%	2,6%	-0,6%	2,8%	3,8%	0,5%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	27,5%	29,7%	29,0%	30,1%	29,7%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	47,6%	49,0%	40,7%	45,2%	50,1%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	46,2%	43,5%	40,5%	37,3%	35,8%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-9,1%	-6,1%	-5,3%	-5,5%	-10,9%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,5%	12,7%	13,8%	16,3%	17,5%



Sources : M.E.F.

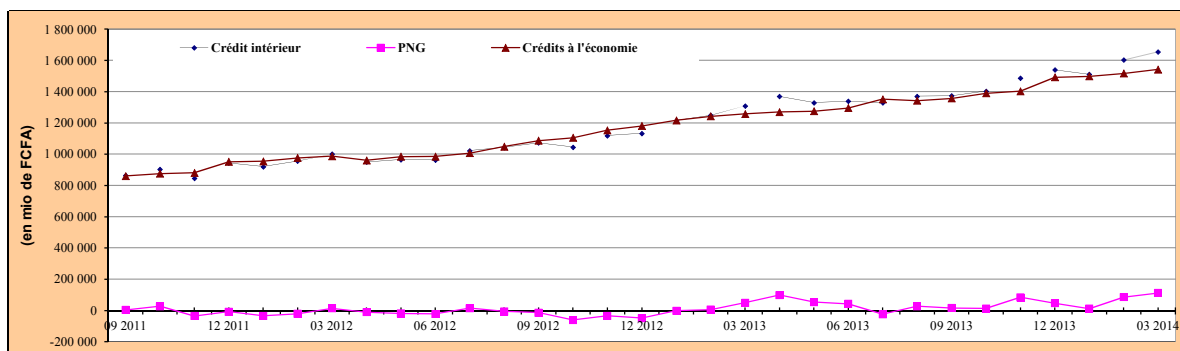
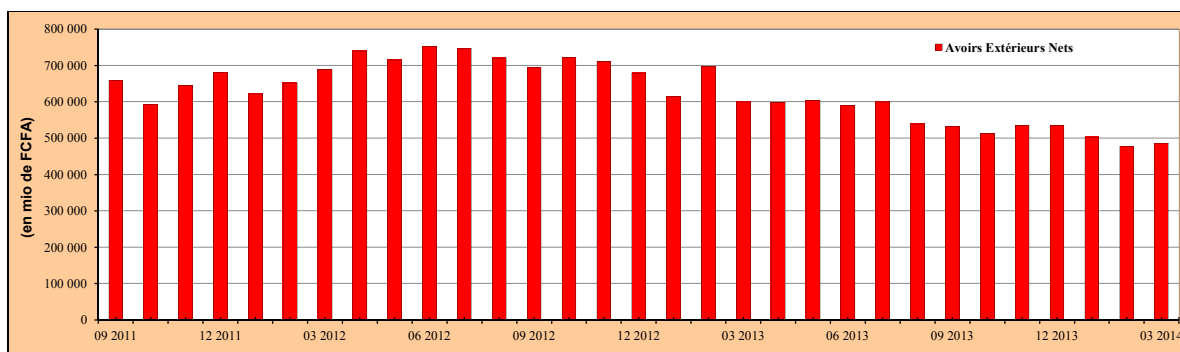
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

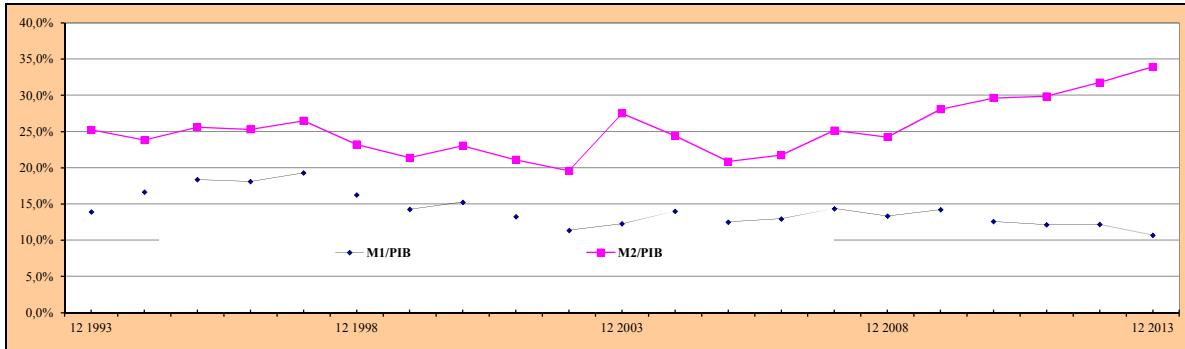
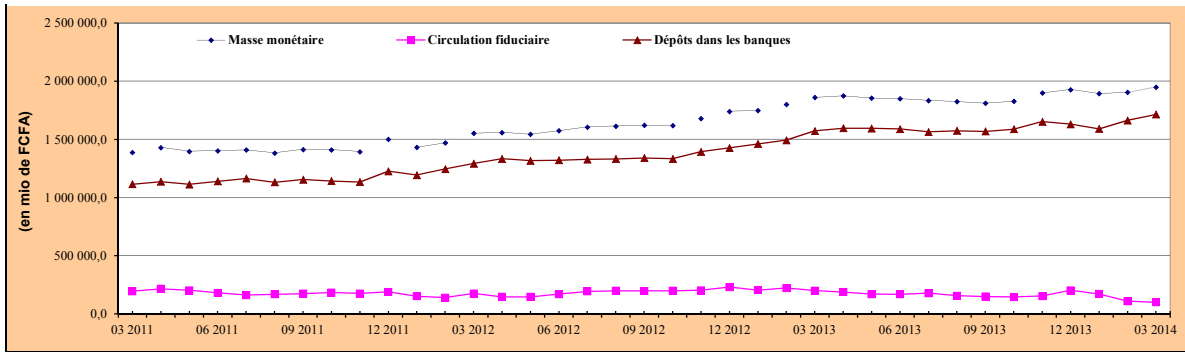
L'évolution des agrégats monétaires entre fin décembre 2013 et fin mars 2014 a été marquée par une contraction des avoirs extérieurs nets (-9,1%), une augmentation du crédit intérieur (+7,5%) et un accroissement de la masse monétaire (+1,2%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
					Est.				
Avoirs Extérieurs Nets	599 821,3	589 890,7	532 831,9	534 897,3	486 472,7	-48 424,6	-9,1%	-113 348,6	-18,9%
BCEAO	106 824,3	116 738,7	129 975,9	45 158,3	-58 522,3	-103 680,6	-229,6%	-165 346,6	-154,8%
Banques	492 997,0	473 152,0	402 856,0	489 739,0	544 995,0	55 256,0	11,3%	51 998,0	10,5%
Crédit intérieur	1 308 686,2	1 338 456,0	1 373 338,2	1 539 223,1	1 655 028,6	115 805,5	7,5%	346 342,4	26,5%
PNG	50 324,0	42 456,5	15 991,7	46 909,6	112 423,7	65 514,1	139,7%	62 099,7	123,4%
Crédits à l'économie	1 258 362,2	1 295 999,5	1 357 346,5	1 492 313,5	1 542 604,9	50 291,4	3,4%	284 242,7	22,6%
dont crédits à court terme	684 568,2	733 440,5	774 689,5	882 851,5	881 603,9	-1 247,6	-0,1%	197 035,7	28,8%
dont crédits de campagne	93 966,0	57 202,0	18 439,0	12 629,0	56 590,0	43 961,0	348,1%	-37 376,0	-39,8%
dont crédits à moyen et long terme	479 828,0	505 357,0	564 218,0	596 833,0	604 411,0	7 578,0	1,3%	124 583,0	26,0%
Masse monétaire	1 860 257,7	1 849 860,9	1 811 096,9	1 927 248,1	1 949 846,3	22 598,2	1,2%	89 588,6	4,8%
Circulation fiduciaire	199 972,1	168 796,6	149 908,7	203 148,2	100 072,5	-103 075,7	-50,7%	-99 899,5	-50,0%
Dépôts dans les banques	1 572 728,1	1 590 183,7	1 568 220,0	1 631 180,1	1 715 237,6	84 057,5	5,2%	142 509,5	9,1%
dont dépôts à vue	778 733,1	791 432,7	723 502,0	781 917,1	814 687,6	32 770,5	4,2%	35 954,5	4,6%
dont dépôts à terme	524 353,0	513 004,0	555 364,0	549 042,0	584 498,0	35 456,0	6,5%	60 145,0	11,5%
Autres Postes Nets	48 249,8	78 485,8	95 073,2	146 872,3	191 655,0	44 782,7	30,5%	143 405,2	297,2%

AGREGATS MONETAIRES	déc.09	déc.10	déc.11	déc.12	déc.13
				Est.	Est.
M1/PIB	14,2%	12,6%	12,1%	12,2%	10,7%
M2/PIB	28,1%	29,6%	29,9%	31,8%	33,9%



Les avoirs extérieurs nets sont passés de 534,9 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 486,5 milliards de FCFA à fin mars 2014, soit un reflux de 48,4 milliards de FCFA (-9,1%). Cette baisse est imputable à celle des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-103,7 milliards de FCFA) tandis que ceux des banques de dépôts ont progressé (+55,2 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 103,7 milliards de FCFA (-229,6%) résulte exclusivement de la baisse des avoirs extérieurs bruts, les engagements extérieurs bruts s'étant contractés. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 181,7 milliards de FCFA à fin mars 2014 contre 297,7 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une baisse 115,9 milliards de FCFA (-38,9%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 240,3 milliards de FCFA à fin mars 2014, contre 252,5 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit un recul de 12,2 milliards de FCFA (-4,9%). S'agissant de l'évolution à la hausse des avoirs extérieurs nets des banques, elle résulte d'une baisse plus importante de leurs engagements extérieurs (-97,0 milliards de FCFA) que la baisse de leurs avoirs extérieurs bruts (-41,7 milliards de FCFA) au cours de la même période.

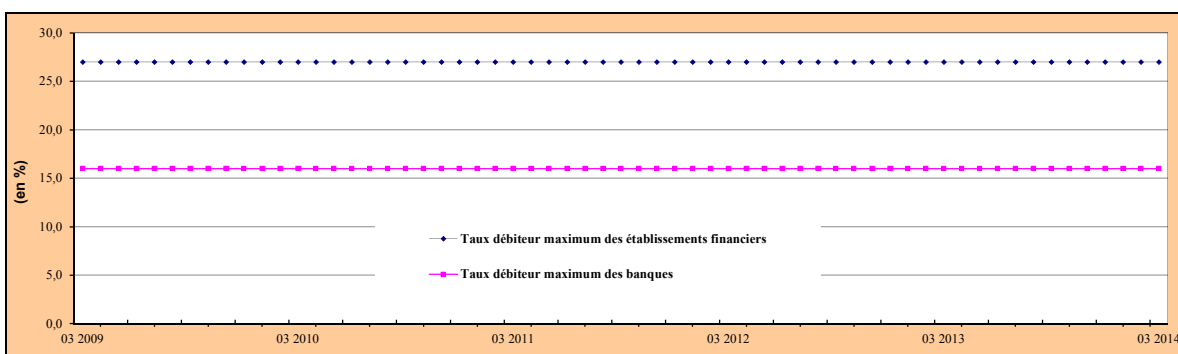
Le crédit intérieur s'est gonflé de 115,8 milliards de FCFA (+7,5%) à fin mars 2014, en ressortant à 1.655,0 milliards de FCFA contre 1.539,2 milliards de FCFA à fin décembre 2013. Cet accroissement est attribuable aussi bien aux crédits à l'économie qu'à la PNG au cours de la même période. En effet, la PNG est passée de 46,9 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à +112,4 milliards de FCFA à fin mars 2014. Cette évolution est expliquée par une baisse des créances de l'Etat (-4,9 milliards de FCFA, soit -1,4%) accentuée par une hausse de ses engagements (+60,6 milliards de FCFA, soit +15,3%). Quant aux crédits à l'économie, ils sont ressortis à 1.541,7 milliards de FCFA à fin mars 2014 contre 1.491,2 milliards de FCFA à fin décembre 2013. Cette expansion a été imprimée, au cours de la période sous revue, par les crédits de campagne (+44,0 milliards de FCFA, soit +348,1%), les crédits ordinaires s'étant contractés de 8,1 milliards de FCFA (-0,9%).

La masse monétaire, suivant l'évolution résultante de ses contreparties, a connu une hausse de 22,6 milliards de FCFA (+1,2%) à fin mars 2014 en ressortant à 1.949,8 milliards de FCFA contre 1.927,2 milliards de FCFA à fin décembre 2013. Cette progression est retracée exclusivement dans les dépôts en banques (+84,1 milliards de FCFA, soit +5,2%) et en CNE (+44,5 milliards de FCFA, soit 52,4%), la circulation fiduciaire ayant au contraire régressé (-103,1 milliards de FCFA, soit -50,7%).

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Variation	
	2013	2013	2013	2013	2014	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de pourcentage au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 4 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,75% et 3,75%.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du premier trimestre 2014. En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au cours du premier trimestre 2014.

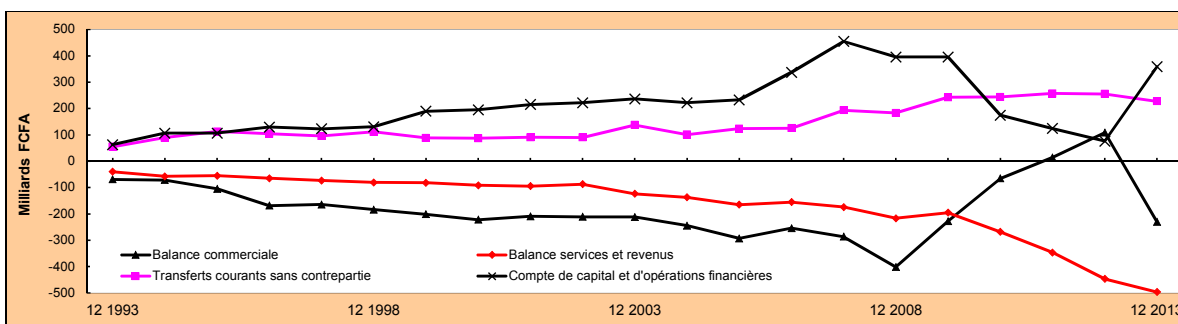
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2012 ont été marqués par la bonne orientation des cours mondiaux de l'or et du coton, dont les effets positifs seraient toutefois atténués par la poursuite de la remontée des prix internationaux des produits pétroliers et par la progression des importations, notamment celles liées aux produits alimentaires et aux activités minières. Ainsi, le solde de la Balance des Paiements est ressorti déficitaire de 3,4 milliards de FCFA en 2012, contre un excédent de 44,1 milliards de FCFA l'année précédente.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Var. 2013	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./2012	Var./2011
Exportations de biens FOB	425,2	788,0	1 132,0	1 464,3	1 508,6	3,0%	15,4%
Importations de biens FOB	652,8	853,6	1 117,8	1 355,8	1 739,1	28,3%	24,7%
Balance commerciale	-227,6	-65,6	14,2	108,5	-230,5		
Services	-192,6	-265,1	-343,1	-407,6	-460,9	13,1%	15,9%
Revenus	-2,6	-3,2	-3,7	-39,1	-35,5	-9,2%	208,8%
Balance des services et revenus	-195,2	-268,3	-346,8	-446,6	-496,3	11,1%	19,6%
Transferts courants sans contrepartie	242,8	244,0	257,0	255,3	227,5	-10,9%	-5,9%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-180,0	-89,9	-75,6	-82,9	-499,3	502,6%	157,0%
Transferts en capital	132,9	98,9	91,1	137,8	243,7	76,9%	63,6%
Opérations financières	262,6	75,5	32,9	-61,7	114,7		86,7%
Comptes de capital et d'opérations financières	395,5	174,3	124,0	76,1	358,4	371,1%	70,0%
Erreurs et omissions	8,7	1,5	-4,3	3,4	3,1	-9,6%	
Solde global	224,1	86,0	44,1	-3,4	-137,8	3988,5%	



Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2012 s'est détériorée de 7,3 milliards de FCFA en ressortant à -82,9 milliards de FCFA en 2012 contre -75,6 milliards de FCFA en 2011, en relation, d'une part, avec le renforcement du déficit de la balance des services et du compte des revenus primaires et, d'autre part, de l'effritement du solde excédentaire du compte des revenus secondaires, avec la baisse des revenus de l'Administration publique. La balance commerciale est ressortie excédentaire de 108,5 milliards de FCFA en 2013 contre +14,2 milliards de FCFA en 2011, imputable à l'augmentation des exportations (+332,3 milliards de FCFA) plus importante que celle des importations (+238,0 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 1.464,3 milliards de FCFA en 2012 contre 1.132,0 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse de 29,4% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+310,0 milliards de FCFA) et du coton fibre (41,6 milliards de FCFA) entre 2011 et 2012. Quant aux importations, elles sont ressorties à 1.355,8 milliards de FCFA en 2012 contre 1.117,8 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse de 21,3% imputable principalement aux produits pétroliers (+70,4 milliards de FCFA) et aux biens d'investissement (+76,1 milliards de FCFA). S'agissant des échanges de services, le solde de ce poste s'est établi à -407,6 milliards de FCFA en 2012 contre -343,1 milliards de FCFA en 2011, soit une dégradation de 18,8%, imputable pour l'essentiel aux transports, notamment la rubrique « fret » dont le solde déficitaire s'est accentué de 17,4% par rapport à 2011 découlant de la hausse des volumes des marchandises importées par rapport à l'année 2011.

Le compte du revenu primaire s'est détérioré de 35,4 milliards de FCFA en s'établissant à -39,1 milliards de FCFA en 2012 contre -3,7 milliards de FCFA en 2011, imputable à l'accroissement, tant des paiements nets aux non-résidents de la rémunération des salariés (+13,9 milliards de FCFA), que des revenus des investissements (+21,5 milliards de FCFA) opérés notamment par les sociétés minières. Quant au solde du compte du revenu secondaire, il a enregistré une légère baisse de 0,7% en s'établissant à 255,3 milliards de FCFA contre un solde de 257,1 milliards de FCFA en 2011, imputable à la contraction des transferts de l'Administration publique (-11,6 milliards de FCFA), en liaison avec la baisse de 8,1% de l'aide budgétaire reçue au titre de la coopération internationale, tandis que les transferts du secteur privé ont enregistré une augmentation (+9,9 milliards de FCFA).

Au titre du compte de capital, le solde s'est établi à 137,8 milliards de FCFA en 2012 contre 91,1 milliards de FCFA en 2011, soit une amélioration de 51,3%, expliquée principalement par l'augmentation des dons projets dans le cadre du financement du Programme d'Investissement Public (PIP). Quant au compte financier, il a enregistré un solde de -61,7 milliards de FCFA en 2012 contre +32,9 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une détérioration de 94,6 milliards de FCFA. Cette évolution du compte financier résulterait de la régression des autres investissements publics de 213,0 milliards de FCFA.

Ainsi, le solde global est ressorti déficitaire de 3,4 milliards de FCFA en 2012, contre un excédent de 44,1 milliards de FCFA en 2011.

Sources : B.C.E.A.O.

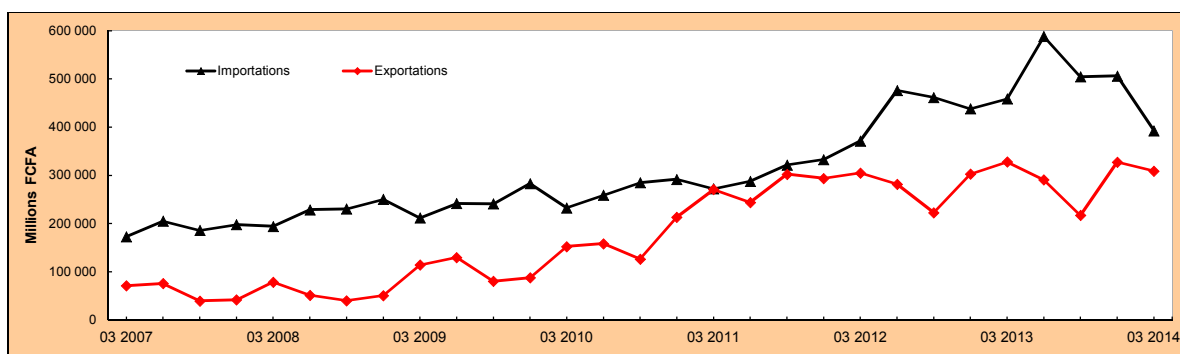
COMMERCE EXTERIEUR							
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2013	2013	2014	trimestriel	annuel
TOTAL	458 470,9	588 091,1	504 471,8	505 930,8	392 565,2	-22,4%	-14,4%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 288,1	4 394,1	4 442,4	5 194,8	4 753,1	-8,5%	44,6%
Produits du règne végétal	24 767,5	29 443,2	32 499,0	23 554,1	20 446,8	-13,2%	-17,4%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 435,8	5 965,9	3 716,6	4 423,4	3 465,5	-21,7%	-21,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	23 367,4	31 260,9	31 633,8	28 290,0	21 196,3	-25,1%	-9,3%
Produits minéraux	128 831,5	154 796,0	133 846,9	149 041,9	126 458,4	-15,2%	-1,8%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	63 668,3	94 839,4	55 572,0	61 551,6	65 121,3	5,8%	2,3%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	17 166,8	18 415,6	20 375,7	19 881,1	13 884,5	-30,2%	-19,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	452,4	489,9	606,4	244,3	379,4	55,3%	-16,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 276,6	1 421,4	1 057,2	1 395,0	1 108,0	-20,6%	-13,2%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	5 660,7	4 739,8	7 634,5	5 708,1	4 658,2	-18,4%	-17,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	9 652,8	13 021,7	10 299,3	20 878,6	8 767,0	-58,0%	-9,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 234,2	1 717,6	1 719,7	2 495,8	2 257,9	-9,5%	82,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	2 948,8	4 221,3	3 606,6	3 646,7	3 930,0	7,8%	33,3%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	129,9	131,0	187,1	182,4	160,0	-12,2%	23,2%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	31 794,8	50 281,7	38 725,2	44 183,6	32 720,8	-25,9%	2,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	80 543,0	108 311,7	99 943,4	86 178,8	46 605,1	-45,9%	-42,1%
Matériel de transport	50 334,8	56 308,2	49 902,5	39 508,3	29 134,3	-26,3%	-42,1%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	3 931,5	4 508,2	3 601,0	5 570,7	3 337,5	-40,1%	-15,1%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	1 490,5	186,7	874,4	297,0	937,2	215,6%	-37,1%

Les importations ont enregistré une importante baisse de 22,4% (-113,4 milliards de FCFA) au premier trimestre 2014 comparativement au quatrième trimestre 2013. Presque toutes les sections ont enregistré des baisses mais les plus importantes sont celles des importations de machines et appareils, matériels électriques de 39,6 milliards de FCFA, de la facture pétrolière de 22,6 milliards de FCFA, des matières textiles et ouvrages en ces matières de 12,1 milliards de FCFA, des métaux communs et ouvrages en ces métaux de 11,5 milliards de FCFA et des matériels de transports de 10,4 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 s'estompe. En effet, une baisse de 14,4% est observée par rapport au premier trimestre de 2013. Les importations de machines et appareils, matériels électrique et des matériels de transports enregistrent les baisses les plus significatives. En effet, les importations de machines et appareils, matériels électriques ont enregistré une baisse de 42,1% soit 33,9 milliards de francs CFA et les matériels de transports une baisse de 42,1% soit 21,2 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2013	2013	2014	trimestriel	annuel
TOTAL	327 707,7	290 663,0	216 773,2	327 374,5	309 009,6	-5,6%	-5,7%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	610,1	1 001,4	544,4	702,1	519,1	-26,1%	-14,9%
Produits du règne végétal	39 689,1	26 155,8	16 493,5	59 458,6	52 657,8	-11,4%	32,7%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	34 511,0	5 392,1	7 679,6	54 685,7	44 216,2	-19,1%	28,1%
Graisses et huiles animales ou végétales	962,0	1 079,5	803,2	1 554,8	962,0	-38,1%	0,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 041,9	1 639,3	1 482,5	1 450,3	2 619,0	80,6%	151,4%
Produits minéraux	207,9	202,5	117,2	146,9	283,6	93,1%	36,4%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	528,0	890,7	348,3	741,2	547,3	-26,2%	3,6%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	158,6	194,6	193,0	1 887,0	289,6	-84,7%	82,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	333,0	495,8	178,3	253,7	392,4	54,7%	17,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	40,2	129,8	30,9	8,8	15,2	71,4%	-62,2%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	16,0	27,7	132,0	28,7	16,0	-44,2%	0,0%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	81 399,9	60 753,8	16 704,1	63 279,5	100 731,6	59,2%	23,7%
dont coton fibre	80 195,7	58 945,0	15 758,8	61 940,8	99 539,0	60,7%	24,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	31,5	32,9	21,0	27,6	37,7	36,6%	19,6%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	113,3	84,1	116,8	86,0	119,5	39,0%	5,5%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	192 942,9	192 725,7	169 897,8	177 210,9	127 579,8	-28,0%	-33,9%
dont or	192 942,6	192 725,7	169 897,8	177 208,2	127 579,8	-28,0%	-33,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	928,6	963,8	3 329,2	10 967,5	13 882,4	26,6%	1394,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	6 964,0	2 837,8	3 305,6	3 533,3	3 904,7	10,5%	-43,9%
Matériel de transport	970,5	989,9	2 014,8	5 167,8	1 899,0	-63,3%	95,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	536,9	154,2	168,9	672,7	494,9	-26,4%	-7,8%
Marchandises et produits divers	155,3	158,5	823,2	147,3	131,9	-10,4%	-15,1%

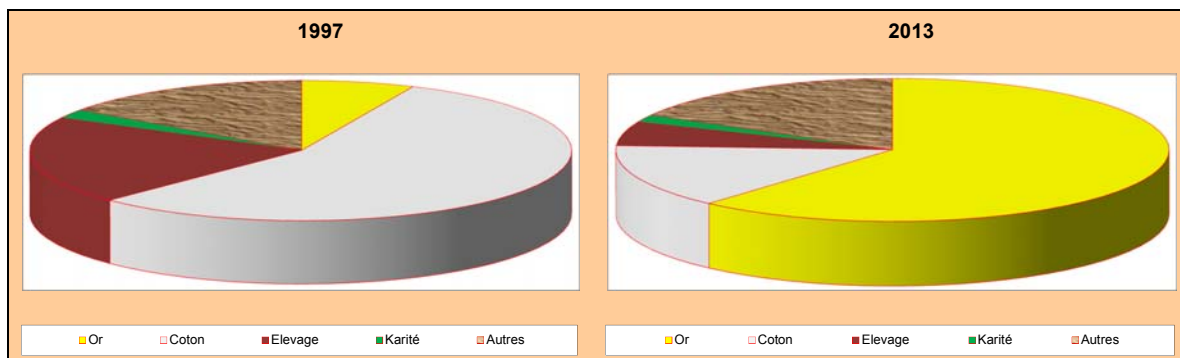


Au premier trimestre 2014, les exportations enregistrent une baisse de 5,6% en glissement trimestriel, ramenant le niveau des exportations de 327,4 milliards FCFA au quatrième trimestre 2013 à 309,0 milliards FCFA. Cette baisse est principalement imputable aux exportations d'or non monétaire et d'arachides, de sésame et autres graines et fruits oléagineux. En effet, les exportations d'or non monétaire enregistrent une baisse de 49,6 milliards FCFA (-28,0%) et celle d'arachide, de sésame et autres graines et fruits oléagineux une baisse de 10,5 milliards de FCFA (-19,1%).

En glissement annuel, la même tendance est observée avec une baisse des exportations de 5,7% malgré la hausse des exportations de coton fibre de 24,1% soit 19,3 milliards de FCFA et d'arachide, de sésame et autres graines et fruits oléagineux de 28,1% soit 9,7 milliards de FCFA. La baisse des exportations est principalement imputable aux exportations d'or non monétaire qui ont enregistrées une importante baisse de 33,9%, soit 65,4 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1997	2010	2011	2012	2013
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	6,7%	65,0%	75,3%	79,4%	61,5%
Part du coton dans total	55,7%	14,4%	11,5%	11,6%	14,4%
Part des produits de l'élevage dans total	20,3%	8,3%	6,3%	5,4%	5,5%
Part du karité dans total	2,1%	2,5%	2,0%	1,7%	1,7%
Part des autres produits dans total	15,2%	9,8%	4,9%	2,0%	16,9%

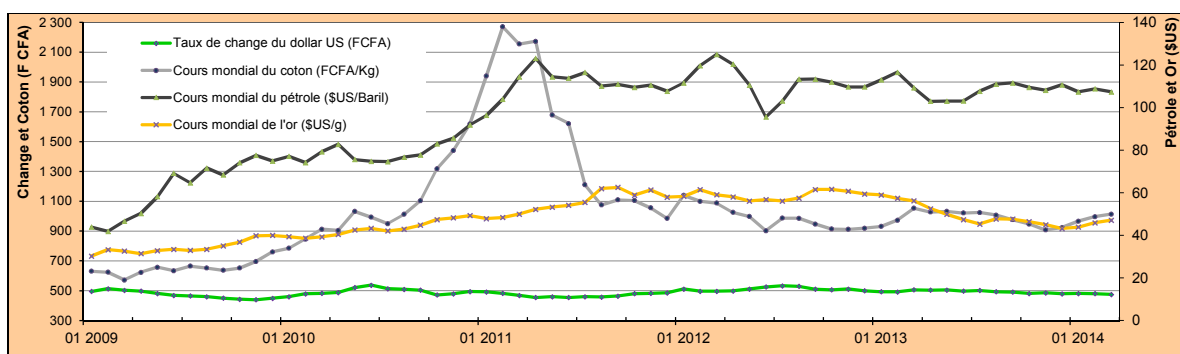


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (55,7%) et celles de produits de l'élevage (20,3%) en 1997, il ressort une prédominance de l'or avec 79,4% de la part des exportations en 2012. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 30,2 tonnes en 2012, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivi la crise de 2008 et la crise actuelle de certains pays de l'euro, en raison principalement de sa fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	Moyenne trimestrielle	2013	2013	2013	2013	2014	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	497,3	502,2	495,3	482,0	478,9		-0,7%	-3,7%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	112,9	103,0	110,1	109,4	107,9		-1,4%	-4,5%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 981,6	2 044,8	2 024,3	1 921,5	2 072,8		7,9%	4,6%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	57,5	49,9	46,9	44,9	45,6		1,7%	-20,7%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	56,1	51,7	54,5	52,7	51,7		-2,1%	-8,0%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	985,9	1 026,9	1 002,7	926,1	992,4		7,2%	0,7%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	28,6	25,1	23,2	21,6	21,8		1,0%	-23,6%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,018	0,020	0,018	0,018	0,019		9,4%	9,4%



. Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le franc CFA s'est apprécié vis à vis du dollar américain pour le troisième trimestre consécutif. Comparé au trimestre précédent, il s'est apprécié de 0,7% au premier trimestre 2014 après une hausse de 2,7% au quatrième trimestre 2013. En moyenne, le franc CFA valait 478,9 francs pour un dollar au premier trimestre 2014 contre 482,0 francs un trimestre plus tôt. Comparé à la même période de l'année précédente, la monnaie de la zone Franc s'est appréciée de 3,7%. Cette évolution s'expliquerait principalement par un dollar fragilisé par les effets du maintien de la politique assouplissante de la Reserve Fédérale (Fed) en soutien à l'économie américaine.

.Prix des produits exportés :

Après deux trimestres d'affilés de baisse, le cours du coton s'est redressé au premier trimestre 2014. Le coton fibre s'est échangé en moyenne à 2 072,8 dollars la tonne au premier trimestre contre 1 921,5 dollars le trimestre précédent, soit une progression de 7,9% contre une baisse de 5,1% au quatrième trimestre 2013. En glissement annuel, le cours de l'or blanc est en hausse de 4,6% contre un repli de 5,1% au trimestre précédent. Exprimé en franc CFA, le prix du coton fibre a augmenté de 7,2%, ressortant à 992,4 FCFA le kilogramme au premier trimestre 2014 contre 926,1 FCFA un trimestre plus tôt. Le redressement du cours du coton serait lié à une production mondiale révisée à la baisse comparativement aux bonnes perspectives de récoltes initialement attendues.

Le cours de l'once d'or a amorcé une phase de reprise timide au premier trimestre 2014 après plusieurs trimestres consécutifs de baisse. En effet, l'or s'est renchéri de 1,7% au premier trimestre contre un repli de sa valeur de 4,3% au quatrième trimestre 2013. Le gramme d'or s'est échangé à 45,6 dollars au premier trimestre 2014 contre 44,9 dollars un trimestre auparavant. Comparé à la même période de l'année précédente, l'or a perdu 20,7% de sa valeur contre 26,0% au quatrième trimestre 2013. Exprimé en franc FCFA, le cours de l'once d'or est en hausse de 1,0% en rythme trimestrielle, s'établissant en moyenne à 21 847 FCFA le gramme au premier trimestre 2014 contre 21 629 FCFA au trimestre précédent. Cette reprise s'expliquerait par le regain d'aversion au risque notamment sur les marchés et le repli du billet vert.

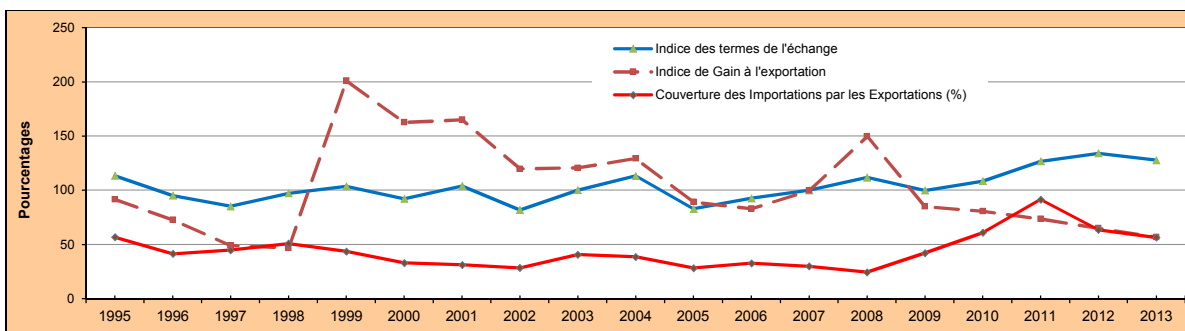
.Prix des produits importés :

La pression sur les marchés pétroliers semble se relâcher en dépit d'un climat international tendu. Le cours du baril de pétrole s'est inscrit de nouveau en baisse au premier trimestre 2014. Il s'est situé en moyenne à 107,9 dollars au premier trimestre 2014 contre 109,4 dollars le trimestre précédent, soit un repli de 1,4%. Au quatrième trimestre 2013, le cours du baril de Brent se tassait de 0,6%. En glissement annuel, il s'est contracté de 3,7% au premier trimestre 2014. Exprimé en franc CFA, le cours de l'or noir a baissé de 2,1% et 8,0% respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. Cette détente des cours s'expliquerait par la hausse de la production mondiale de pétrole notamment en Irak et dans d'autres pays.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	Var. 2013	
						Var./2012	Var./2011
Indice prix à l'exportation	119,4	130,5	150,2	171,4	169,9	-0,9%	13,2%
Indice prix à l'importation	119,5	120,3	118,5	127,8	133,0	4,0%	12,2%
Indice des termes de l'échange	99,9	108,4	126,7	134,1	127,8	-4,7%	0,9%
Indice de gain à l'exportation	85,1	80,8	73,6	65,2	56,8	-12,8%	-22,8%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	42,1	60,9	91,5	63,6	56,5	-11,2%	-38,2%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 à 63,6% en 2012 et à 56,5% en 2013.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DSS :	Direction des Statistiques Sectorielles
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGPSE :	Direction Générale de la Prédiction, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DISOFE :	Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MASA :	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NATionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur :

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Soldes d'opinions :

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa	Finances publiques	DEP/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP